

# 44 conjoncture

**1 242 entreprises**, représentatives du tissu économique de Loire-Atlantique ont répondu à cette enquête, entre le 17 décembre 2013 et le 6 janvier 2014.



janvier 2014 • N°13

## Un léger mieux mais sans plus !

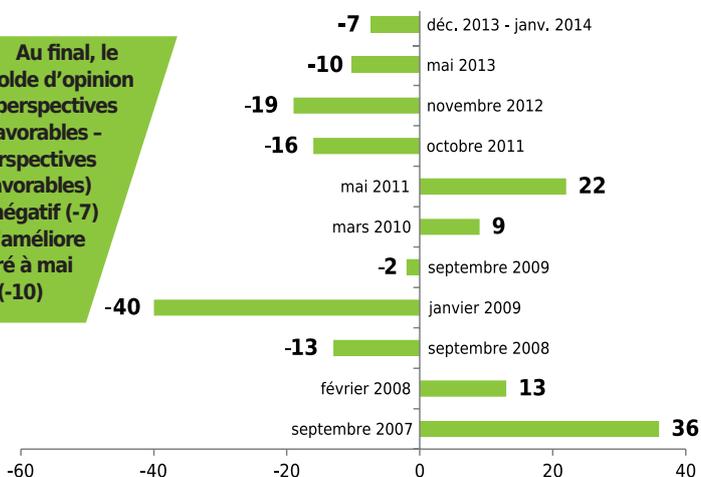
- Une situation globalement un peu plus favorable pour les entreprises ces trois derniers mois, comparé aux résultats de l'enquête de mai 2013 : 38% des répondants estiment que la conjoncture s'est détériorée (51% en mai). A l'opposé, **26% jugent leur situation plus favorable** (20% précédemment).

- Des prévisions qui reflètent une confiance limitée en l'avenir : **46% des chefs d'entreprises tablent sur une stabilisation** mais 30% anticipent une nouvelle détérioration (43% et 38% il y a un an).



**Au final, le solde d'opinion (perspectives favorables - perspectives défavorables) reste négatif (-7) mais s'améliore comparé à mai 2013 (-10)**

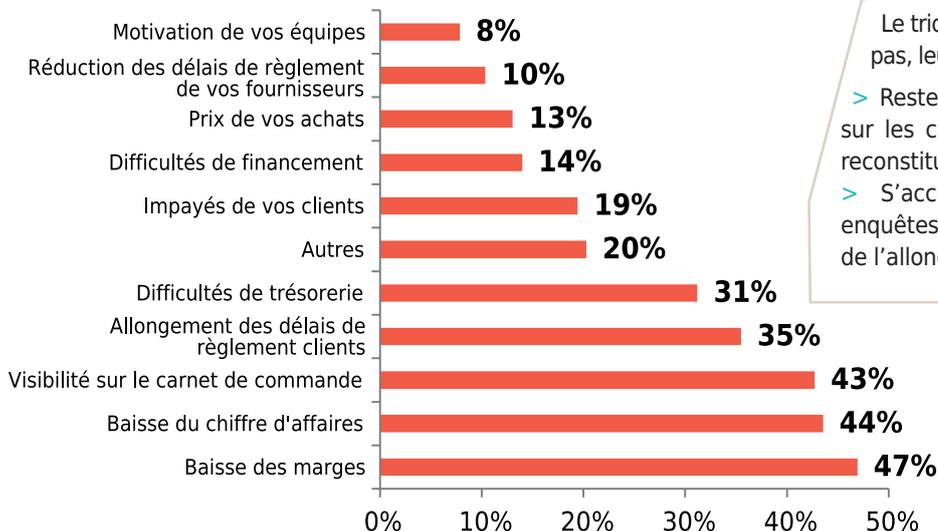
> SOLDE D'OPINION CONCERNANT L'AVENIR DE L'ENTREPRISE \*



\* différence entre les % d'opinions «meilleure» et «moins bonne»  
Source : Enquête de conjoncture, CCI Nantes St-Nazaire, décembre 2013-janvier 2014

## Principales difficultés des chefs d'entreprise :

> QUELLES SONT VOS PRINCIPALES DIFFICULTÉS ?



• **Manque de visibilité, marges dégradées, baisse du chiffre d'affaires**

Le trio de têtes des difficultés rencontrées n'évolue pas, leur intensité :

- > Reste stable s'agissant du manque de visibilité sur les carnets de commande : les marges ne se reconstituent toujours pas ou de façon insuffisante.
- > S'accroît tendanciellement depuis plusieurs enquêtes s'agissant de la montée des impayés et de l'allongement des délais de règlement client.



**A noter :**  
un nouvel indicateur dans cette enquête : les difficultés de trésorerie qui concernent 31% des chefs d'entreprises.

## Des indicateurs orientés plus positivement ces derniers mois

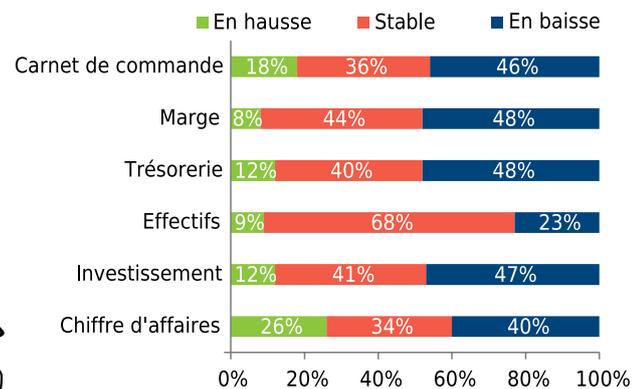
- Le chiffre d'affaires est stable ou en hausse pour 60% des répondants (50% en mai dernier). 1 chef d'entreprise sur 4 constate même une hausse contre 1 sur 5 il y a 6 mois. La tendance reste négative toutefois pour 40% des répondants.

- Les marges restent la préoccupation majeure. Les chefs d'entreprise sont cependant plus nombreux à prévoir un arrêt de la dégradation (52% des répondants contre 44% en mai 2013).

- La stabilisation, voire la progression, des carnets de commande et de la trésorerie est observée par une petite majorité de chefs d'entreprise (54 % pour les carnets de commande - 52% pour la trésorerie). Là aussi, la tendance est positive même si son ampleur reste limitée (45% dans les deux cas en mai 2013).



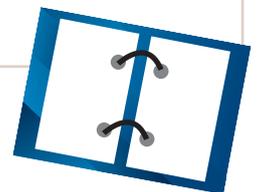
> EVOLUTION OBSERVÉE DES PRINCIPAUX INDICATEURS AU COURS DES 3 DERNIERS MOIS (EN %)



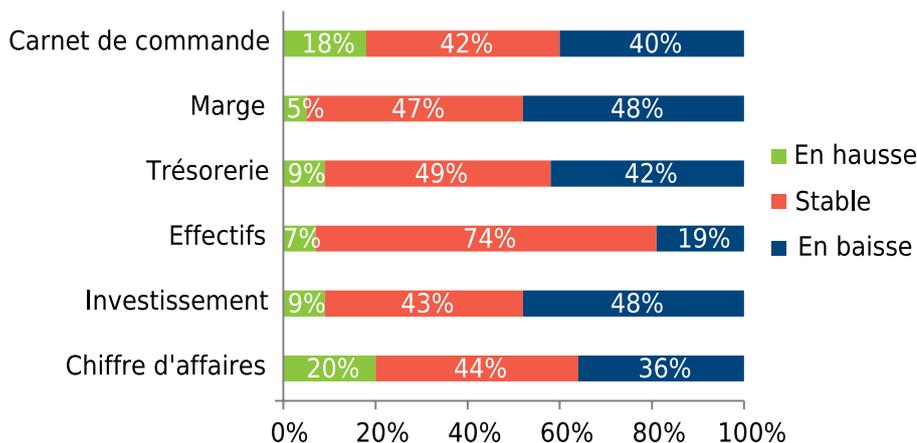
## Perspectives : un peu mieux mais sans effet sur l'emploi



- 64% des chefs d'entreprise anticipent au moins une stabilisation du chiffre d'affaires (60% en mai 2013).
- Le niveau des carnets de commande s'améliore. 60% des chefs d'entreprise tablent sur une hausse, ou au mieux une stabilisation de leur activité (54% en mai 2013). Les revalorisations tarifaires se font attendre d'où des marges qui ne se redressent pas.
- L'investissement reste peu dynamique et l'attentisme prévaut.
- Les prévisions de recrutements restent atones.



> EVOLUTION ATTENDUE DES PRINCIPAUX INDICATEURS AU COURS DES 3 PROCHAINS MOIS (EN %)



**A noter :** 13% des chefs d'entreprise anticipent un recours au chômage partiel dans les prochains mois (14% en mai 2013).



## Une situation financière qui reste préoccupante pour 37% des entreprises

**Pourcentage en légère baisse comparé à mai 2013 (40%) mais supérieur au niveau de la fin 2012 (33%)**

- 30% des chefs d'entreprise jugent leur situation financière préoccupante (31% en mai) et 7% très préoccupante (8% en mai 2013). Ce niveau illustre la fragilisation d'une part importante du tissu d'entreprises.

- Les réserves financières demeurent faibles (59% des répondants) voire inexistantes pour 10%. La question du financement des entreprises se pose alors d'autant plus fortement, que les relations des chefs d'entreprise avec les banques restent tendues pour 22% des répondants (26% en mai 2013). Pour ceux les jugeant difficiles, la nature des difficultés rencontrées concerne l'obtention :

- > de crédits à court terme (découvert, escompte...) pour 61% des concernés,
- > d'emprunts pour investir (51%),
- > de couverture d'assurance crédit : 18% des difficultés (36% dans l'industrie).

> COMMENT ÉVOLUENT VOS CONDITIONS D'ACCÈS AU CRÉDIT ?



> COMMENT JUGEZ-VOUS LA SITUATION FINANCIÈRE DE VOTRE ENTREPRISE ?



> EN CAS DE DIFFICULTÉS, COMMENT ESTIMEZ-VOUS VOS MARGES DE MANŒUVRE ?



**A noter : C'est dans le commerce (détail), l'hôtellerie et l'industrie que la détérioration des conditions d'accès au crédit est jugée la plus forte.**



## Les facteurs d'optimisme/de pessimisme pour 2014 vus par les chefs d'entreprise

- La croissance qui repart aux USA et dans certains pays européens (Allemagne, Royaume Uni...).
- Une région attractive (population en hausse et donc marchés en croissance), dynamique avec des projets (éolien offshore - les commandes de STX, Airbus...).
- Le lancement de la construction de l'aéroport : impatience pour les retombées économiques mais aussi un test sur la capacité des pouvoirs publics à promouvoir une telle infrastructure.
- Des mesures gouvernementales porteuses : CICE\* même si trop complexe dans sa mise en oeuvre - la volonté affichée de simplification administrative, l'annonce d'une réforme fiscale, plus récemment d'un pacte de responsabilité... sentiment d'être compris dans les paroles mais déception sur les actes.
- Le niveau des taux d'intérêt historiquement bas, le coût des matières premières stable voire en baisse.



- La pression fiscale et pire encore, l'instabilité fiscale, qui nuit à la projection des chefs d'entreprise et illustre l'absence de cap au plus haut niveau.
- Une gestion de l'administratif trop complexe, trop chronophage.
- Un sentiment de décrochage de la France comparé à la moyenne européenne.
- La morosité ambiante et tenace, le manque de visibilité, la baisse de pouvoir d'achat des ménages.
- Les échéances électorales alimentent l'attentisme.
- Les nombreuses liquidations d'entreprises dans tous les secteurs.
- Une attitude des banques incomprise : elles apparaissent de moins en moins comme des partenaires.



**Des chefs d'entreprise qui jugent les conditions d'exercice de leur métier de plus en plus difficiles :** entre optimiser la gestion de toutes les grandes fonctions de l'entreprise et se différencier, innover, avoir une vision stratégique tout en s'adaptant... pour une impression globale d'une déconnexion croissante entre un monde politique qui multiplie les contraintes et un monde économique qui a besoin de retrouver de la compétitivité et de la souplesse.

## PAR SECTEURS



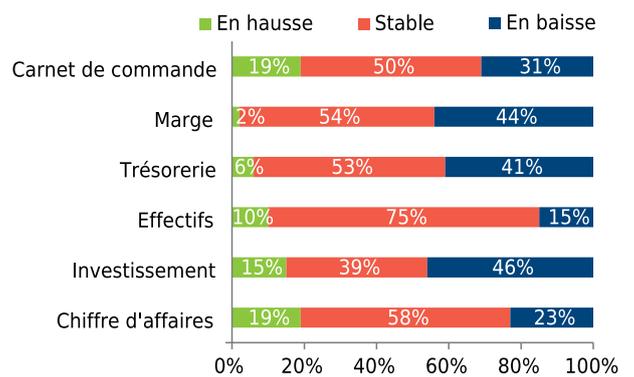
### Industrie : poursuite de l'amélioration observée en mai dernier

70% des industriels jugent que la conjoncture a été au moins équivalente ces trois derniers mois pour leur entreprise (51% en mai dernier) dont 29% en amélioration (21% en mai dernier). Les capacités de production restent cependant sous utilisées. Leurs prévisions d'activité sur le court terme se redressent également. Les grands indicateurs suivent avec au moins une stabilisation du chiffre d'affaires pour 77% d'entre eux (61% en mai). Le regain de l'investissement se fait attendre (quelques investissements de capacités sont cependant signalés). L'allongement des délais de paiement est problématique pour 55% des répondants (35% tous secteurs).

Les plus dynamiques estiment qu'ils récoltent les fruits d'une politique d'innovation, de gains de productivité et d'une prospection commerciale active au plus creux de la crise. Les industriels positionnés à l'international bénéficient de la reprise européenne. Le sourcing à l'étranger se généralise et contribue à accentuer l'orientation à la baisse des prix, qui reste le point noir.

La bonne santé des donneurs d'ordre de l'aéronautique et de la navale ouvre des perspectives mais là aussi, avec comme contrepartie de fortes réductions de prix.

#### > INDUSTRIE : EVOLUTION ATTENDUE DES PRINCIPAUX INDICATEURS AU COURS DES 3 PROCHAINS MOIS (EN %)



## PAR SECTEURS

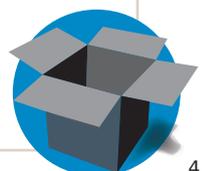
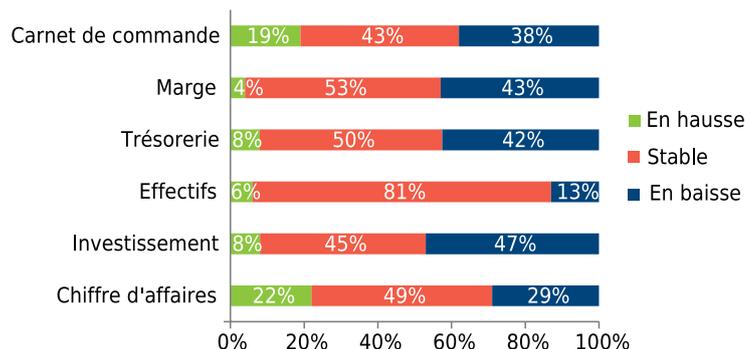


### Commerce de gros : une amélioration ciblée

Un mieux est perceptible avec une diminution de la part des chefs d'entreprise jugeant les trois derniers mois négativement (42% contre 48% en mai 2013) et ce, intégralement au profit de ceux qui enregistrent un regain d'activité (respectivement 25% contre 19%). En particulier, 62% des acteurs anticipent au moins une stabilisation des carnets de commande (47% en mai

2013). Cette amélioration est sélective : en particulier, ceux travaillant pour le secteur industriel (matériel agricole) sont plus optimistes. Ceux dont l'activité est liée à la consommation des ménages (mode, coiffure/esthétique, déco, appareils ménagers... l'alimentation tirant son épingle du jeu) s'inscrivent en retrait.

#### > COMMERCE DE GROS : EVOLUTION ATTENDUE DES PRINCIPAUX INDICATEURS AU COURS DES 3 PROCHAINS MOIS (EN %)



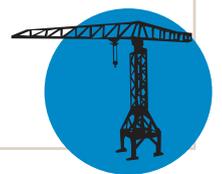
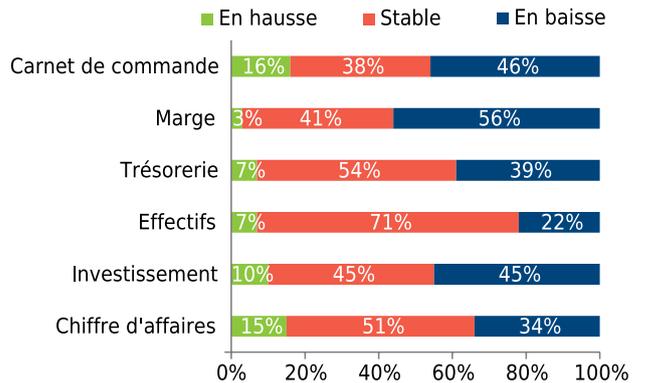
PAR SECTEURS



## Construction : le marasme se poursuit !

L'activité des trois derniers mois apparaît un peu mieux orientée qu'en mai 2013 : 29% des professionnels constatent une nouvelle détérioration de leur activité contre 43% en mai 2013. Pour autant, le volume d'activité reste modéré. Le gros oeuvre apparaît particulièrement touché. Les travaux publics sont plus optimistes sur 2014. Les marges restent faibles : les chefs d'entreprise évoquent des pratiques de dumping rendues possibles par le recours à une main d'œuvre étrangère à bas coût, une vive concurrence d'où des prix tirés vers le bas. La question du coût et de la stabilisation des normes est également posée. La hausse de la TVA est d'autant plus mal vécue qu'elle concerne la rénovation qui se portait mieux que la construction neuve. Le développement des énergies renouvelables et la mise en place d'aides pour la rénovation des bâtiments sont perçus comme une opportunité pour l'avenir.

> CONSTRUCTION : EVOLUTION ATTENDUE DES PRINCIPAUX INDICATEURS AU COURS DES 3 PROCHAINS MOIS (EN %)



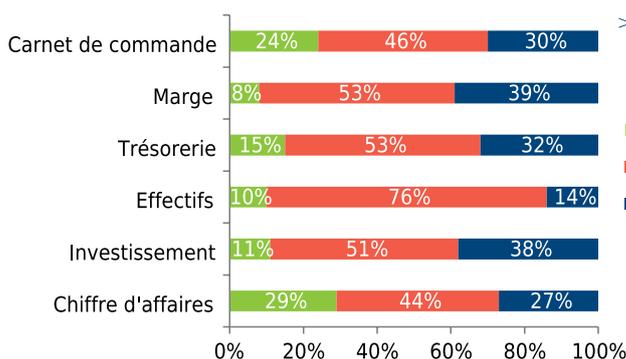
PAR SECTEURS



## Services aux entreprises : un redressement de l'activité

Le tiers des chefs d'entreprise a enregistré une amélioration de sa situation (20% en mai dernier) et les perspectives de court terme suivent la même évolution. Les commentaires montrent malgré tout un moral mitigé lié à la pression fiscale et réglementaire, au poids du critère prix qui ne cesse de s'accroître dans des appels d'offre (qui, par ailleurs, se généralisent), à l'allongement des délais de paiement, et des clients qui ont perdu l'habitude de payer le bon prix.

L'intérim en lien avec l'industrie a connu un regain d'activité qui s'est tassé un fin d'année. Le besoin de maintenir et de professionnaliser les salariés (à l'international notamment, développement d'une logique d'investissement dans le capital humain) bénéficie au secteur de la formation. Les acteurs travaillant pour les collectivités locales sont pénalisés par la période électorale. L'activité dans les transports s'améliore et les prévisions sont plutôt optimistes.



> SERVICES AUX ENTREPRISES : EVOLUTION ATTENDUE DES PRINCIPAUX INDICATEURS AU COURS DES 3 PROCHAINS MOIS (EN %)

■ En hausse  
■ Stable  
■ En baisse



## PAR SECTEURS



### Commerce et services aux particuliers : entre morosité et découragement

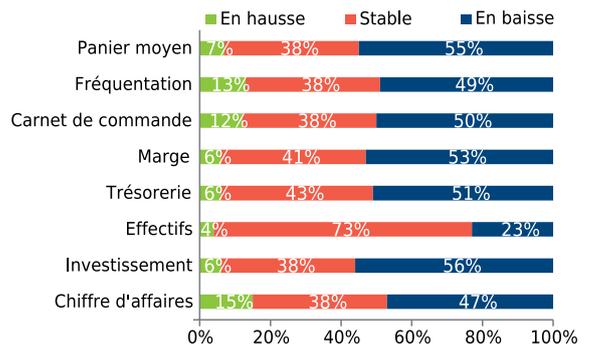
La dégradation s'est poursuivie pour la moitié des répondants et les prévisions ne sont pas bonnes. Les commerçants sont même plus nombreux qu'en mai 2013 (40% contre 35%) à anticiper une nouvelle détérioration.

La fidélisation des clients, le développement sur des niches (cartes cadeaux à Noël, produits ecorecyclés...), l'adaptation aux besoins (heures d'ouverture) et l'usage d'internet permettent à certains de s'en sortir. En dehors de Noël, la morosité ambiante et la baisse du pouvoir d'achat ne facilitent pas le passage à l'acte d'achats de produits ou services non nécessaires.

L'activité des acteurs de centre-ville apparaît particulièrement dégradée. Ils s'estiment aujourd'hui lésés comparé aux centres de périphérie dont l'accès est plus aisé, gratuit et

dont l'offre devient progressivement aussi variée (les boulangeries s'y installent !).

> COMMERCE DE DÉTAIL ET SERVICES AUX PARTICULIERS : EVOLUTION ATTENDUE DES PRINCIPAUX INDICATEURS AU COURS DES 3 PROCHAINS MOIS (EN %)



## PAR SECTEURS

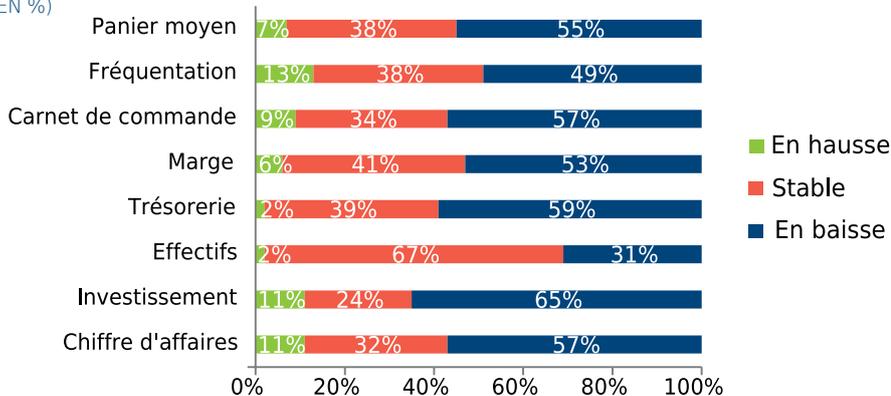


### Hôtellerie restauration : une activité toujours en recul

La situation reste difficile avec 65% des répondants qui font part d'une conjoncture en berne. L'augmentation du nombre d'acteurs (hôtels, résidences de tourisme) et la vive concurrence que cela entraîne, se traduit par un prix moyen en baisse (67% des répondants). L'excès d'offre se

traduit aussi dans la fréquentation qui se dilue (en recul pour 68% des répondants contre 58% en mai dernier). La hausse de la TVA inquiète fortement. La volonté de labelliser « le fait maison » est attendue comme une juste récompense du travail et un moyen de se différencier.

> HÔTELLERIE - RESTAURATION : EVOLUTION ATTENDUE DES PRINCIPAUX INDICATEURS AU COURS DES 3 PROCHAINS MOIS (EN %)



Pour nous contacter :